

# Crises et finances publiques

Après la Grèce, l'Irlande s'est résolue à faire appel à l'Union Européenne pour l'aider à surmonter ses graves problèmes de finances publiques. Depuis la crise de 2008, le solde budgétaire de l'Irlande s'est considérablement dégradé, passant de 7,3 % du PIB en 2008, à -32 % du PIB en 2010. L'ensemble des institutions financières s'inquiète d'une telle situation.

Vous êtes rattaché(e) au service des études économiques de la banque française Union des Banques Coopératives, l'UBC. Celle-ci détient des titres émis par des États sur le marché financier et s'inquiète du risque de non-soutenabilité <sup>(1)</sup> de la dette publique. La France est confrontée, comme d'autres États, à certaines difficultés.

Vous êtes désigné(e) pour participer à la rédaction d'un rapport sur le risque de ces engagements.

(1) La soutenabilité désigne la capacité d'un État à assurer le remboursement de la dette publique. Une dette publique sera jugée soutenable si, compte tenu des prévisions de dépenses et de recettes publiques, l'État ne risque pas de se trouver face à un problème d'insolvabilité ou à une obligation d'ajustement irréaliste des finances publiques.

## Travail à faire :

Vous devez présenter, à l'aide de **vos connaissances personnelles** et du **dossier documentaire** joint, dans le cadre d'une **note argumentée et structurée**, les travaux suivants :

1. **Appréciation de l'évolution de la situation des finances publiques de la France.**
2. **Analyse des principales raisons de la dégradation des comptes publics.**
3. **Analyse des effets possibles d'une politique de réduction des déficits publics sur l'activité économique nationale.**

## Document 1

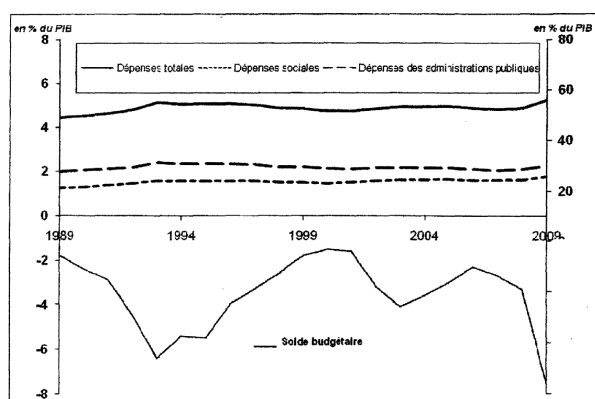
### Rapport sur la situation des finances publiques

La crise économique que traverse notre pays est certes une crise mondiale, mais elle affecte d'autant plus fortement nos finances publiques qu'elles étaient déjà fragilisées par plus de trente années de déficit ininterrompu et par une dette publique progressant à un rythme significativement plus élevé que celle de nos principaux partenaires.

L'encours de cette dette a été multiplié par 18 entre 1978 et 2008 ; sur la même période, sa part dans le produit intérieur brut (PIB) est passée de 21,1 % à 67,4 %.

Les difficultés économiques actuelles sont venues aggraver encore ces déséquilibres budgétaires, avec un déficit public de 7,5 % du PIB et une dette au sens de Maastricht de 77,6 % du PIB en 2009. La France se trouve donc aujourd'hui confrontée à des déséquilibres macroéconomiques et budgétaires de grande ampleur, qui ne se résoudront que dans la durée et au prix d'une très grande continuité de nos politiques publiques.

*Rapport sur la situation des finances publiques (P. CHAMPSAUR et J. P. COTIS) Avril 2010*

**Document 2 : Évolution des finances publiques de la France**

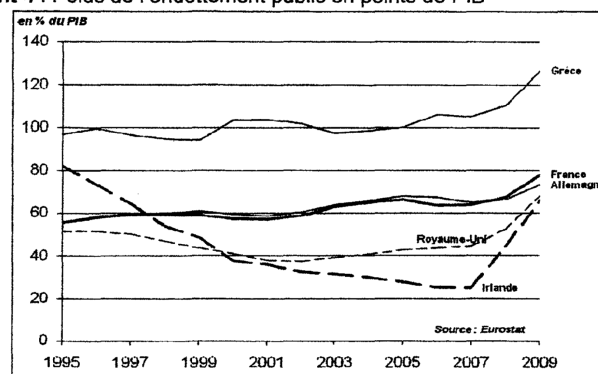
Source : Eurostat

*Nota bene : l'échelle de gauche permet la lecture du solde budgétaire et celle de droite concerne l'ensemble des dépenses*

**Document 3****Va-t-on sortir de la crise ?**

À moyen terme, la dette publique brute va continuer à augmenter et un scénario dans lequel cette dernière dépasse 100 % du PIB n'est pas à exclure au cours de la prochaine décennie. Des ajustements budgétaires importants pour éponger l'endettement passé sont à attendre au cours des prochaines années et vont peser sur le scénario de croissance à moyen terme. Dans un contexte de croissance économique fragile, le risque à court terme est que, sous la pression des marchés financiers et de la Commission européenne, le gouvernement opère un ajustement budgétaire trop sévère qui conduise à une croissance molle, ou pire à une récession, avec pour conséquence une hausse continue du chômage et de la précarité. La nécessité de baisser les déficits publics à moyen terme est indiscutable mais le rythme et l'ampleur de cette baisse doivent être conditionnés par la trajectoire de croissance. De plus, historiquement, les périodes de baisse du déficit public ne se sont faites que lors des phases de croissance forte.

Source : Revue de l'OFCE avril 2010

**Document 4 : Poids de l'endettement public en points de PIB**

Source : Eurostat

**Document 5****Finances publiques : les déficits explosent**

Contreparties des plans de relance, des recapitalisations des banques et de la baisse d'activité en 2009, les déficits publics se sont fortement creusés dans l'ensemble des pays industrialisés. Aucun des grands pays de la zone euro n'a réussi à respecter le seuil de 3 %.

Dans la zone, certains affichent des déficits supérieurs à 10 %, comme l'Espagne, l'Irlande et la Grèce. Le Royaume-Uni, les États-Unis et le Japon ont également vu leurs déficits publics se creuser considérablement. Les mesures budgétaires adoptées, notamment par le biais des plans de relance, diffèrent par leur calendrier et par leur ampleur.

Les politiques budgétaires ont pris un caractère expansionniste dès 2008 en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis, et seulement à partir de 2009 en Allemagne, en France et au Japon. De 2008 à 2010, elles représentent une injection de 7,7 points de PIB au Royaume-Uni, de 7,5 points aux États-Unis, de 5,8 points au Japon, de 3,7 points en Allemagne et seulement de 3,1 points en France.

L'aggravation de la situation des finances publiques, sanctionnée par la dégradation par les agences de notation, se révèle préoccupante dans quatre pays, le Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne.

La dégradation rapide des soldes publics accroît la rentabilité [...] exigée par les investisseurs et pousse les taux d'intérêt à la hausse dans les pays en difficulté, ce qui accroît la charge de la dette et conduit au fameux effet « boule de neige », par lequel les intérêts de la dette alimentent la dette elle-même.

En 2010, tous les pays sont confrontés au même dilemme : d'une part, la nécessité de revenir à des déficits plus faibles, d'autre part, celle de ne pas étouffer le début de reprise. Certains pays ont choisi la cure d'austérité, avec des impulsions budgétaires négatives dès 2010. [...]

En 2011, l'austérité devrait se généraliser [...]. On peut s'interroger sur l'efficacité d'une rigueur généralisée, surtout si la croissance peine à décoller. Si les politiques restrictives devaient se matérialiser simultanément dans tous les pays, cela signifierait que non seulement les ménages et les entreprises ne pourraient plus compter sur les mesures de soutien de la consommation et de l'investissement, mais également que le moteur de la croissance pourrait difficilement venir du commerce extérieur, chaque pays réduisant ses importations.

*Source Lettre de l'OFCE, n°317*

## **Document 6** Les finances publiques dans la crise

La rapidité avec laquelle la crise de liquidité sur les marchés financiers se transforme en crise de solvabilité pour les États les plus fragiles fait peser sur les autres un risque de contagion qu'il faut évaluer [...]. L'effort budgétaire nécessaire pour stabiliser la dette publique dépend du poids des dépenses sociales supplémentaires liées au vieillissement des sociétés, mais aussi des situations financières plus globales des pays vis-à-vis du reste du monde. L'enjeu recouvre en effet la situation financière [...] des administrations publiques et le risque que fait courir à l'État sa position "d'assureur en dernier ressort" en cas de faillite des agents privés [...]. Il apparaît que l'Espagne, l'Irlande et le Portugal, et dans une moindre mesure le Royaume-Uni, sont dans une position difficile.

La France demeure elle aussi exposée à un risque d'endettement public cumulatif, mais dispose de deux avantages notables qui tempèrent ce risque à long terme : une dynamique démographique qui permet d'envisager l'effet du vieillissement sur l'équilibre des finances publiques de façon relativement plus sereine que d'autres pays ; une situation globale d'endettement contenu des agents résidents qui contraste avec celle d'autres pays.

*Source : Note d'analyse du CAS septembre 2010*